

LA LETTRE D'A.R.G.O.S.

Convention des Gaullistes Sociaux pour la Ve République

Juin-Juillet 2008 : n° 53

Editorial

M

Mai 1968... mai 2008... Le flon-flon des manifestations de commémoration s'apaise. Que peut-on en penser ?

D'abord, qu'avec le recul du temps, l'interprétation de ce qui s'est alors passé ne fait plus de doute. La révolte de jeunes étudiants, même si ce fut pour des motifs dérisoires, la violence irresponsable de leurs réactions, la contestation, bientôt généralisée, du principe d'autorité, l'appui, pendant un temps, de l'opinion publique, la jonction, dans les dernières semaines, avec les masses ouvrières, les allers-et-retours du pouvoir, les manœuvres politiciennes des derniers jours, de Mendès France à Mitterrand - tous ces épisodes ont été, à juste titre, rappelés. Ils ont marqué l'histoire de la nation, même si l'intervention souveraine du général de Gaulle et la marée humaine des Champs-Élysées, le 30 mai, préparée par l'action, trop souvent sous-estimée, du mouvement gaulliste ont, provisoirement, clos l'épisode.

Nous n'ajouterons à ce rappel des faits que deux remarques.

La première, c'est que les vaincus de mai 68, étudiants contestataires et appareils syndicaux, ont largement pris leur revanche. S'ils n'ont pas interrompu l'élan des Trente Glorieuses, malgré le prolongement de leurs revendications dans les désordres maoïstes des années 70, ils ont, pour beaucoup d'entre eux, mené ensuite de confortables carrières, dans la presse, l'administration, voire au sein du «grand capital». Le récit, souvent embelli, de leurs aventures, a, en tout cas, dominé les représentations médiatiques de 2008 : M. Cohn-Bendit, l'anarchiste maudit et adulé de 1968, est devenu, aux yeux de certains, une sorte de maître à penser, dispensant gravement des conseils de

gouvernance aux oppositions en quête d'unité... Nous en prenons acte, non sans quelque amusement.

Nous noterons aussi, plus sérieusement, que dans la portion - si réduite - faite par les médias d'aujourd'hui à l'évocation, vue du côté de l'«ordre», des événements de mai 68, une part à peu près exclusive a été accordée à l'action de la police nationale. Certes, celle-ci fut tout à fait remarquable et il convient de saluer le comportement de son chef, le préfet Grimaud, le sang-froid des hommes, leur retenue et leur patience face à des provocations permanentes. Mais, ce que personne n'a dit, c'est que cette police n'avait ainsi agi que sur les ordres du pouvoir politique qui avait eu en charge la gestion de ce mois agité, d'un pouvoir représenté par Christian Fouchet, Louis Joxe, Pierre Messmer, Georges Pompidou et, bien entendu, le Général. Sans doute, les ministres hésitèrent-ils à plusieurs reprises devant une situation longtemps insaisissable ; sans doute, le projet de référendum du 23 mai, excellent en soi, fut-il assez mal présenté à une opinion incertaine ; sans doute, les accords de Grenelle furent-ils un échec. Le résultat, c'est-à-dire l'apaisement rapide sans drame majeur, fut pourtant au rendez-vous.

Pourquoi ne pas reconnaître le rôle des hommes de la Ve République dans la solution de la crise ? Pourquoi cette mauvaise foi ? Pourquoi cette censure ?

L'antigaullisme rémanent d'une bonne partie des médias actuels, joint à une méconnaissance profonde de l'Histoire, expliquent sans doute cette situation. Mais nous n'acceptons pas et n'accepterons jamais aucune forme de mensonge, fût-ce par omission.

Le combat pour la vérité continue.

Jean CHARBONNEL
Ancien ministre

“ *La France, c'est
tous les Français.*

*Ce n'est pas la gauche,
la France.*

*Ce n'est pas la droite,
la France.* ”

Charles de Gaulle
16 décembre 1965

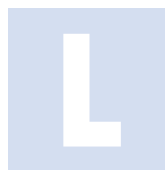
Depuis l'aurore de notre Histoire, nos malheurs furent toujours en proportion de nos divisions.

Mais jamais la Fortune n'a trahi une France rassemblée.

Général de Gaulle, Discours de Vincennes - 5 octobre 1947

NOTRE MEMOIRE

Notre mémoire



Le 21 février 1966, au cours de la première conférence de presse de son second septennat, le général de Gaulle a indiqué la nouvelle position qu'il comptait prendre vis-à-vis de l'OTAN.

Nous avons souhaité rappeler les termes exacts qu'il a alors utilisés pour justifier ce choix, si contesté à l'époque par l'opposition socialiste, en insistant notamment sur sa volonté de préserver l'Alliance Atlantique et d'éviter toute rupture avec nos Alliés.

«Rien ne peut faire qu'une loi s'impose sans amendement quand elle n'est plus en accord avec les mœurs. Rien ne peut faire qu'un traité reste stable intégralement quand son objet s'est modifié. Rien ne peut faire qu'une alliance demeure telle quelle quand ont changé les conditions dans lesquelles on l'avait conclue. Il faut alors adapter aux années nouvelles la loi, le traité, l'alliance, sans quoi les textes, vidés de leur substance, ne seront plus, le cas échéant, que de vains papiers d'archives, à moins que ne se produise une rupture brutale entre ces formes désuètes et les vivantes réalités.

Eh bien ! Si la France considère qu'encore aujourd'hui, il est utile à sa sécurité et à celle de l'Occident, qu'elle soit alliée à un certain nombre d'Etats, notamment à l'Amérique, pour leur défense et pour la sienne dans le cas d'une agression commise contre l'un deux, si la déclaration faite en commun à ce sujet, sous forme du Traité de l'Alliance Atlantique signé à Washington le 4 avril 1949, reste à ses yeux toujours valable, elle reconnaît, en même temps, que les mesures d'application qui ont été prises par la suite ne répondent plus à ce qu'elle juge satisfaisant, pour ce qui la concerne, dans les conditions nouvelles.

Je dis : les conditions nouvelles. Il est bien clair, en effet, qu'en raison de l'évolution intérieure et extérieure des pays de l'Est, le monde occidental n'est plus aujourd'hui menacé comme il l'était à l'époque où le protectorat américain fut organisé en Europe sous le couvert de l'OTAN [...]

D'autre part, tandis que se dissipent les perspectives d'une guerre mondiale éclatant à cause de l'Europe, voici que des conflits où l'Amérique s'engage dans d'autres parties du

monde, comme avant-hier en Corée, hier à Cuba, aujourd'hui au Vietman, risquent de prendre, en vertu de la fameuse escalade, une extension telle qu'il pourrait en sortir une conflagration générale. Dans ce cas, l'Europe, dont la stratégie est, dans l'OTAN, celle de l'Amérique, serait automatiquement impliquée dans la lutte lors même qu'elle ne l'aurait pas voulu. Il en serait ainsi pour la France, si l'imbrication de son territoire, de ses communications, de certaines de ses forces, de plusieurs de ses bases aériennes, de tels ou tels de ses ports, dans le système militaire sous commandement américain devait subsister plus longtemps. Au surplus, notre pays, devenant de son côté et par ses propres moyens une puissance atomique, est amené à assumer lui-même les responsabilités politiques et stratégiques très étendues que comporte cette capacité et que leur nature et leurs dimensions rendent inaliénables. Enfin, la volonté qu'a la France de disposer d'elle-même, volonté sans laquelle elle cesserait bientôt de croire en son propre rôle et de pouvoir être utile aux autres, est incompatible avec une organisation de défense où elle se trouve subordonnée.

Par conséquent, sans revenir sur son adhésion à l'Alliance Atlantique, la France va d'ici au terme ultime prévu pour ses obligations et qui est le 4 avril 1969, continuer à modifier successivement les dispositions actuellement pratiquées, pour autant qu'elles la concernent. Ce qu'elle a fait hier à cet égard en plusieurs domaines, elle le fera demain dans d'autres, tout en prenant, bien entendu, les dispositions voulues pour que ces changements s'accomplissent progressivement et que ses alliés ne puissent en être soudain et de son fait incommodés. En outre, elle se tiendra prête à régler avec tels ou tels d'entre eux, et suivant la façon dont elle a déjà procédé sur certains points, les rapports pratiques de coopération qui paraîtront utiles de part et d'autres, soit dans l'immédiat, soit dans l'éventualité d'un conflit. Cela vaut naturellement pour la coopération alliée en Allemagne. Au total, il s'agit de rétablir une situation normale de souveraineté, dans laquelle ce qui est français, en fait de sol, de ciel, de mer et de forces, et tout élément étranger qui se trouverait en France, ne relèveront plus que des seules autorités françaises. C'est dire qu'il s'agit là, non point du tout d'une rupture, mais d'une nécessaire adaptation».

Général de Gaulle

Discours et Messages, tome V, p. 17-19

ENTRE LES LIGNES

Entre les lignes

M M. Jacques Sapir, économiste fort pointu, professeur à l'Ecole de Moscou mais, aussi, bon connaisseur des analyses des auteurs américains sur l'économie internationale, observateur attentif de la vie politique du pays, avait beaucoup de titres pour nous donner une étude dense et neuve sur les perspectives du XXI^e siècle : **Du siècle américain au retour des nations**. Nous en présenterons les principales conclusions.

M. Sapir constate, tout d'abord, que l'ordre économique et politique développé depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, dans l'esprit d'un libéralisme sans frontières, par et pour l'affirmation de la puissance américaine, a été rompu, avant même l'attentat du 11 septembre 2001, par la crise financière internationale de 1997 à 1999. Les Etats-Unis et les institutions qui leur étaient dévouées, du FMI à la Banque mondiale, se sont, en effet, révélés incapables de la maîtriser vraiment, puisque leur pouvoir a été vivement contesté, notamment dans les manifestations de masse de Seattle contre l'Organisation mondiale du Commerce, tandis qu'au tournant du siècle, la Russie émergeait de l'abîme et que la Chine amorçait son grand retour. C'est dans ce contexte que, selon M. Sapir, les Américains ont cherché à reprendre la main, avec ou sans l'OTAN, dans les opérations guerrières du Kosovo, de l'Afghanistan, de l'Irak : mais on sait qu'elles ont mal tourné, dans les deux derniers cas surtout, pour aboutir à de sanglantes impasses. C'est pourquoi, aux yeux de l'auteur, le «nouveau XXI^e siècle» qui aurait dû être celui du triomphe américain, s'est ouvert sur de larges incertitudes où, non seulement la Chine et la Russie mais aussi les grandes puissances émergentes et les nations européennes, dont la France, pourraient trouver l'occasion de jouer un jeu original et actif : celui de sujet et non plus d'objet de l'histoire à venir ; celui d'authentiques partenaires dans un monde redevenu multipolaire.

Cette volonté de M. Sapir de «penser le futur» dans une vision à la fois ample et précise, se fonde sur une démonstration serrée et exigeante, qui se démarque très vite de celle d'Hubert Védrine – dont nous avons, dans ces colonnes noté tout l'intérêt –, tant dans sa méthode que dans ses conclusions. M. Sapir va, en effet, beaucoup

plus loin que l'ancien ministre des Affaires étrangères dans la mise en cause de la pensée unique sur les formes et les conséquences de la mondialisation libérale et les comportements, défensifs et offensifs, des Etats-Unis : car ceux-ci ont désormais affaire avec le redressement inattendu de la Russie de Vladimir Poutine et la montée en puissance du «compétiteur global» que devient la Chine.

Quelles conséquences Jacques Sapir tire-t-il, pour la France, de cette situation nouvelle ?

C'est, essentiellement, que le pays, longtemps paralysé par des analyses obsolètes qui ont conduit ses gouvernants à l'immobilisme, doit reprendre l'initiative s'il ne veut pas se déliter dans la médiocrité, en demeurant dans la logique libre-échangiste doublée d'une politique sociale compassionnelle, «fonds de commerce commun de Pascal Lamy, Dominique Strauss-Kahn et François Bayrou». Pour en sortir, l'auteur ne croit pas au cadre fourni par l'Europe des Vingt-Sept, ni même au traité «simplifié», tant que demeurera la dictature de la BCE. En revanche, il pense qu'il est possible de développer, à court et moyen terme, des coopérations spécialisées, par groupes de pays, comme celles qui ont permis la naissance d'Ariane et d'EADS : le «couple franco allemand, progressivement étendu à une alliance avec la Russie» pourrait donner l'impulsion nécessaire à cette relance. De telles stratégies n'étant évidemment concevables, pour M. Sapir, que si elles s'articulent sur «ce retour de l'Etat-nation qui se manifeste partout autour de nous».

Les «élites européennes», les élites françaises, vont-elles comprendre la nouvelle donne qui s'esquisse au seuil du XXI^e siècle à construire ? L'avenir reste incertain, mais nous partageons, pour notre part, le questionnement de l'auteur, en souhaitant que les réponses qui lui seront apportées soient proches de ce qu'il espère ■

A lire : **Jacques Sapir**

Le nouveau XXI^e siècle.

Paris, Le Seuil, 2008

DIALOGUES

Dialogues

1 *La place prise par la défense des «droits de l'homme» dans la politique étrangère de la France vous semble-t-elle justifiée ?*

La Lettre d'Argos : Oui, bien sûr, mais, en même temps, l'affaire du Tibet nous en montre les limites.

Nous connaissons, comme tout le monde, les graves lacunes qui affectent les droits de l'homme, et de la femme, dans l'immense Chine. Nous avons été et restons moins indulgents que Mme Ségolène Royal sur la façon dont y est rendue la justice. Nous avons été des tout premiers à protester à propos du drame de Tien-an-Mien. Nous avons regretté le choix de Pékin pour les prochains Jeux Olympiques. Et nous éprouvons une sympathie naturelle à l'égard des Tibétains et de leurs justes revendications.

Mais, «les choses étant ce qu'elles sont», nous ne pouvons nous associer totalement au tumulte suscité par des ONG comme «Reporters sans frontières», dont le comportement, à vrai dire irresponsable, a eu comme principal résultat de provoquer un sursaut nationaliste et xénophobe chez les gouvernants chinois, ainsi que la désagréable impression, pour beaucoup d'athlètes, d'être pris en otages à cette occasion.

Nous comprenons donc la prudence du président de la République dans cette conjoncture et approuvons l'attitude d'ouverture – en dépit de quelques courbettes inutiles – manifestée par le gouvernement français malgré les provocations



suscitées par les autorités chinoises. Nous souhaitons seulement que la volonté persistante de notre gouvernement de pratiquer en Chine, en Birmanie ou ailleurs, une «ingérence humanitaire» n'apparaisse pas, aux yeux des peuples concernés, comme une sorte de néo-colonialisme. Aussi nous permettons-nous de leur dédier cette réflexion de Raymond Aron dans *le spectateur engagé* : «je ne connais pas, dans l'Histoire, de pays qui ait fondé sa politique étrangère uniquement sur la vertu de ses alliés».

Car la naïveté n'a jamais permis de régler quelque problème que ce soit.

2 *Que pensez-vous de l'évolution politique de l'Italie ?*

La Lettre d'Argos : Elle nous inquiète, en raison de la vive sympathie que nous éprouvons, quelles qu'aient été certaines vicissitudes du passé, à l'égard de la plus proche de nos «sœurs latines», et parce qu'une Italie forte nous paraît indispensable à une construction européenne harmonieuse.

On a vu s'effondrer la coalition hasardeuse de la gauche et du centre gauche qu'avait bâtie Romano Prodi, minée par ses contradictions internes et par son impuissance à faire face au difficile problème de l'immigration – sans parler de celui des ordures de Naples... Le retour au pouvoir de M. Berlusconi ne nous semble pas, pour autant, de bon augure : ses rodomontades, le chantage de ses alliés de la Ligne du Nord, le tropisme vers l'extrême droite de beaucoup de ses colistiers ne sont guère rassurants.

Certes, les Italiens viennent, d'eux-mêmes, de répondre à une partie de ces inquiétudes en s'orientant, malgré les facilités de la représentation proportionnelle, vers une forme de bipartisme. Mais ils n'ont encore ni corrigé leur loi électorale ni réformé le fond de leurs institutions, en donnant à leur Exécutif l'indépendance qu'il doit avoir pour gouverner sérieusement : ils n'ont pas procédé à l'inflexion décisive de notre Ve République.

Il faut donc leur souhaiter, avec la discrétion qui s'impose, l'avènement prochain d'une «belle et bonne» IIIe République !

3 *Les commémorations du gaullisme qui se succèdent cette année vous paraissent-elles opportunes ?*

La Lettre d'Argos : Certainement, si, du moins, on n'enferme pas le Général, sa personne et son œuvre, dans des manifestations posthumes qui n'apportent rien à sa gloire mais semblent donner raison aux clameurs de certains jeunes démagogues de mai 68 : «De Gaulle au musée !».

Car les initiatives prises en ce sens, qui se sont multipliées depuis quelques années et doivent encore se prolonger prochainement, peuvent répondre à deux préoccupations très différentes et même opposées.

Pour les uns, il s'agit d'honorer très sincèrement la mémoire de l'homme qui a dominé pendant 30 ans l'histoire du pays, en dégagant toute la signification, encore méconnue ou mal comprise, de son œuvre au service de la patrie, afin de continuer à en faire une référence vivante pour l'action de demain. Nous ne pouvons qu'approuver de tels efforts et nous y associer dans la mesure de nos moyens : nous ne serons jamais trop nombreux pour ranimer la flamme de la dignité et de la grandeur de la nation à un moment où elles sont si souvent bafouées en France même et dans le monde.

Mais, pour d'autres, il s'agit en fait de chercher un alibi à leurs propres errements, d'autant plus nécessaire pour eux que lorsqu'ils étaient aux affaires, ils avaient mis profondément en cause l'héritage gaullien, notamment par l'instauration du quinquennat. Aussi ne nous lasserons-nous pas de dénoncer leur hypocrisie. Car il est trop facile d'essayer de compenser des années d'infidélité par le simple dépôt devant des croix de Lorraine, avec le raidissement de circonstance, des gerbes de l'opportunisme et de la lâcheté.

Comme s'il était possible à ces personnages de se débarrasser ainsi de la grande ombre de celui qu'ils ont trahi !

4 *Quelles réflexions vous inspirent les difficultés actuelles du «Monde» ?*

La Lettre d'Argos : Elles pourraient être celles, naturelles, qu'inspirerait l'aventure classique de l'arroseur arrosé.

Comment, en effet, ce journal, dispensateur depuis si longtemps de leçons de morale et de bonne gestion dans la conduite des affaires publiques et privées et critique aussi exigeant du comportement des autres en est-il arrivé à une crise aussi grave que celle à laquelle il doit faire face aujourd'hui, à la suite des paris hasardeux de ses récentes années ? Nous ne nous arrêterons pas

à la trop facile réponse que l'on pourrait donner à ce constat. Car les malheurs du *Monde* nous concernent tous, même si le journal actuel n'est plus celui que nous avons aimé, celui d'Hubert Beuve-Méry, de Jacques Fauvet, ou de Pierre Viannson-Ponté.

Il faut toutefois noter, à travers le rappel de ces grands noms, que des gaullistes comme nous ont quelque mérite à tenter de parler objectivement d'un organe tel que *le Monde*. Né, on le sait, de la volonté du général de Gaulle de favoriser la naissance, à la Libération, d'une presse de qualité, aidé fortement par lui, en 1951, à un moment où son indépendance était sérieusement menacée, *le Monde* – bon disciple de M. Perrichon, qui n'a jamais rien pardonné à son bienfaiteur – s'est de plus en plus situé dans un antigauillisme soit déclaré soit perfidement dissimulé. Mais peu importe : le journal préféré des «élites françaises», comme l'avait qualifié notre ami Jacques Thibau, a tout de même assuré, bon an mal an, «un service public d'intérêt national», suivant l'ambitieuse formule de Beuve-Méry.

Nous ne l'oublions pas et souhaitons qu'il parvienne à un nouvel équilibre, pour le bien de l'information des Français, pour la poursuite d'un parcours que nous voudrions seulement moins systématiquement négatif et «ronchon», et pour l'avenir des journalistes de talent qui y écrivent encore.

Ne serait-ce que pour leur laisser la satisfaction d'annoncer périodiquement, en inlassables Cassandre, la «fin du gaullisme»...

5 *Quelle importance accordez-vous au refus du traité de Lisbonne que vient de prononcer l'Irlande ?*

La Lettre d'Argos : Elle nous paraît considérable, même s'il est trop tôt pour en tirer toutes les



conséquences. Nous nous bornerons à quelques brèves réflexions.

Nous avons noté avec satisfaction, il y a quelques mois, le succès diplomatique remporté par M. Sarkozy lorsqu'il avait proposé un traité «simplifié» pour sortir la construction européenne de l'impasse où elle se trouvait. Nous avons constaté un certain nombre d'améliorations dans le nouveau texte, tout en nous interrogeant sur plusieurs ambiguïtés qui ne nous semblaient pas levées ; et nous avons admis que ce texte soit adopté par un simple vote du parlement et non à la suite d'un référendum populaire, puisque son orientation avait été annoncée par Nicolas Sarkozy dans sa campagne présidentielle et donc approuvée par une majorité de Français.

Nous n'en sommes que plus libres pour reconnaître la profondeur du fossé qui continue à séparer les peuples européens, lorsqu'ils sont consultés directement, et le «pouvoir bruxellois».

Plutôt que d'apporter un emplâtre politicien sur cette blessure béante de la construction européenne, nous pensons qu'il est temps de remettre en cause l'architecture du système, sans doute dans certains de ses textes fondateurs, certainement dans le fonctionnement de la machine technocratique qu'est devenue la Commission. La présidence française de l'Union aura-t-elle l'imagination et la fermeté nécessaires pour tracer la nouvelle voie qui s'impose ?

Nous souhaitons vivement qu'elle s'y efforce, en prenant conscience de la responsabilité historique qui va être la sienne.

Pour notre part, nous maintiendrons une attention vigilante à ce problème où se joue une part de l'avenir du pays. Nous le ferons dans l'esprit de fidélité gaulliste qui n'a cessé de nous inspirer ■



Tous nos lecteurs pourront prolonger ce dialogue ci-après en nous joignant sur notre site : <http://gaullismesocial.free.fr>

A nos amis, à nos lecteurs **RAPPEL**

Pour mieux rassembler nos moyens, hélas limités, nous avons décidé, par assemblées générales du 11 janvier, de fusionner les objectifs sociaux de la Convention Ve République pour un gaullisme de progrès et de l'Association pour le renouveau du gaullisme. L'organisme qui les réunit s'appelle désormais **Convention des gaullistes sociaux pour la Ve République** : c'est à lui que devront être adressés désormais le courrier et les abonnements.

Directeur de la publication :
Jean CHARBONNEL

Abonnement :
Chèques à l'ordre de la Convention des gaullistes sociaux
5 numéros par an : 30 €
Abonnement de soutien : à partir de 76 €

Rédaction :
14, rue Dupont des Loges - 75007 PARIS

Imprimerie :
CHAISTRUSSE s.a.
19105 BRIVE
Dépôt légal : Juin-Juillet 2008, n° 6763